FACE A LA MONDIALISATION

Alain de Benoist

Tout le monde parle aujourd'hui de la mondialisation, phénomène majeur de notre temps auquel on donne d'autant plus d'importance qu'on le regarde généralement comme fatal. Ce phénomène semble en effet s'imposer comme un mouvement de transformation du monde sur lequel personne n'a plus de prise. Une lame de fond en quelque sorte, irréversible à l'horizon d'au moins plusieurs générations. Les Anglo-Saxons préfèrent, eux, parler de « globalisation ». Et il n'est pas sans intérêt de savoir que cette notion de globalisation a été mise en circulation outre-Atlantique par des stratèges en marketing de masse qui, à partir des années quatre-vingt, ont commencé à parler de « produit global » ou de « communication globale », faisant ainsi allusion au principe selon lequel une même marchandise doit, grâce à une même publicité, atteindre le plus vite possible le plus grand nombre de clients potentiels possibles, non pas en s'adaptant aux différentes cultures, mais en véhiculant une culture globale.

Mais que faut-il entendre par « mondialisation » ? En dépit du grand nombre d'ouvrages parus récemment sur ce sujet[1], la notion reste confuse. Pour les uns, la mondialisation est avant tout un phénomène de dépassement de l'Etat-nation. Pour d'autres, elle définit un nouveau type d'opposition entre le capital et le travail induit par la financiarisation du capital, ou bien encore exprime un nouveau clivage entre le travail qualifié et le travail non qualifié. Certains y voient l'irruption dans le commerce mondial de nouveaux acteurs venus du Sud, en même temps que la stratégie de globalisation des firmes multinationales, d'autres mettent l'accent sur l'élargissement des échanges dû à l'intégration des services dans le commerce mondial, mais aussi sur la grande mutation ouverte par la révolution informationnelle. Qu'en est-il exactement ?

Je pense qu'il faut d'abord distinguer, d'un côté, la mondialisation culturelle et, de l'autre la mondialisation économique et financière. Ce sont deux phénomènes qui se recouvrent dans une large mesure, mais qui ne se confondent pas.

L'un des traits les plus évidents de la mondialisation économique réside dans l'explosion des échanges et des flux financiers. Le commerce international croît aujourd'hui plus vite que les productions nationales (PIB). En 1990, la part des échanges internationaux représentait déjà 15 % du PIB mondial. En cinq ans seulement, de 1985 à 1990, les exportations mondiales ont augmenté de 13,9 %. Les échanges de marchandises ont doublé entre 1960 et 1989, tandis que les flux de capitaux étaient multipliés par quatre. Dans le même temps, la nature des flux financiers s'est modifiée : le développement continu des investissements directs à l'étranger s'est doublé d'une explosion des mouvements de capitaux à court terme. Ces investissements directs

augmentent eux aussi plus vite que la richesse mondiale : leur taux de croissance annuelle est passé de 15 % entre 1970 et 1985 à 28 % entre 1985 et 1990, période durant laquelle ils ont quadruplé en volume, passant de 43 milliards de dollars en 1985 à 167 milliards en 1990. On assiste donc bien à l'avènement d'une économie globale, avec une part croissante du PNB directement dépendante du commerce extérieur et des flux de capitaux internationaux.

L'autre grande caractéristique, c'est évidemment le rôle croissant de l’informatique et de l'électronique. En réduisant le coût des transactions à longue distance et en permettant de connaître en « temps réel », en n'importe quel endroit du globe, les informations concourant à la formation des prix qui demandaient naguère des semaines pour être connue sur quelques places financières, les nouvelles technologies de l'information et de la communication autorisent désormais une mobilité sans précédent des flux financiers. Sur les bourses interconnectées, le soleil ne se couche plus. Les capitaux s'y déplacent à la vitesse de la lumière, d'un bout à l'autre du globe, à la recherche du meilleur retour sur investissement. Cette globalisation financière est particulièrement importante : le marché des capitaux est en effet le seul où l'arbitrage instantané ait un sens.

Grâce à cette mobilité instantanée rendue possible par l'interconnexion informatique, les transactions sur le marché des changes ont connu une croissance fantastique. Elles atteignent aujourd'hui 1 200 miliards de dollars par jour ! Ces sommes proviennent tout à la fois des avoirs bancaires, des trésoreries des firmes multinationales, de la masse des capitaux flottants et des sommes détenus par des sociétés financières spécialement constituées pour se livrer à cet exercice. Le fondement du système réside dans les écarts de change qui, d'un jour à l'autre, et même d'une heure à l'autre, peuvent représenter des gains de plus-value considérables, très supérieurs à ceux qui résultent des activités industrielles ou commerciales classiques. En fonction de l'anticipation des taux de change, l'informatisation permet le déplacement virtuel immédiat de masses de capitaux considérables, qui échappent à peu près complètement aux banques centrales. On a très justement parlé d'« économie-casino » pour désigner ce phénomène. Il en résulte une instabilité monétaire accrue et une tendance des taux d'intérêt à s'aligner à la hausse sur les meilleures rentabilités qu'assure la valorisation mondiale du capital.

Un certain nombre d'auteurs font commencer la mondialisation au début des années soixante-dix, marquées notamment par le double choc pétrolier et la crise du système international des changes. C'est à cette époque en effet que l'on assiste au ralentissement de la productivité et du taux de croissance dans les pays industrialisés, à une saturation progressive de la demande des biens de consommation durable classiques, dont le renouvellement devient la composante principale, à l'alourdissement de la contrainte financière extérieure, tandis que l'abandon des changes fixes et l'explosion du déficit des paiements américains entraînent la multiplication des produits financiers purement spéculatifs.

Le processus se poursuit dans les années quatre-vingt, avec l'explosion de l'endettement public, qui favorise le développement d'un vaste marché de capitaux, et surtout avec la vague de dérégulation qui, partie de l'Amérique reaganienne, gagne rapidement l'ensemble des pays développés. Les Etats commencent alors à battre en retraite devant la montée en puissance de la dynamique d'intégration financière en adoptant les « trois D » du décloisonnement, de la désintermédiation et de la déréglementation qui, libéralisant complètement le marché des capitaux, permettent d'effectuer des arbitrages au niveau mondial et ouvrent le marché des créances de l'Etat et des grandes firmes aux opérateurs étrangers. Parallèlement, au tournant des années quatre-vingt-dix, la disparition presque subite du système soviétique et le passage brutal des anciens pays communistes au système du capitalisme sauvage se traduit par l'irruption de 2,5 milliards de personnes supplémentaires sur le marché mondial, répandant du même coup l'illusion d'une planète unitaire où n'existerait plus qu'un seul bloc.

Cette série d'événements demande toutefois à être replacée dans une chronologie beaucoup plus longue. Loin de représenter une déviation aberrante du système capitaliste, ou de pouvoir s'interpréter comme une nouveauté radicale, voire comme le résultat d'un complot, la mondialisation s'inscrit en effet dans la droite ligne d'une dynamique séculaire propre à la nature même du capitalisme. « La tendance à créer un marché mondial est incluse dans le concept même de capital », observait Karl Marx dès le siècle dernier[2].

Philippe Engelhard n'a pas tort d'écrire que « la mondialisation n'est sans doute que l'ultime feu d'artifice de l'explosion de la modernité occidentale »[3]. La mondialisation consacre en effet l'aboutissement de toute une série de métamorphoses qui ont rythmé, tout au long de son histoire, une économie marchande structurée dès l'origine par l'ouverture des échanges dans un climat d'individuo-universalisme reposant sur la métaphysique de la subjectivité et la valorisation de la seule réussite matérielle. Elle commence avec l'essor du commerce au long cours à l'époque des cités-Etats italiennes, au XIVe siècle. Elle se poursuit avec les « grandes découvertes » et la révolution industrielle, puis avec la colonisation. Entre 1860 et 1873, l'Angleterre était déjà parvenue à créer un noyau de système commercial mondial. En juillet 1885, Jules Ferry déclare devant la Chambre des députés que « la fondation d'une colonie est la création d'un marché ». Favorisant la désintégration des cultures et des sociétés traditionnelles d'Afrique et d'Asie, la colonisation favorise alors la pénétration des produits occidentaux et ouvre de nouveaux comptoirs au commerce, pratique que l'on n'abandonnera que lorsqu'elle aura perdu de sa rentabilité, c'est-à-dire quand les colonies commenceront à coûter plus cher qu'elles ne rapportaient auparavant[4].

L'institution du marché est elle-même historiquement indissociable d'un vaste mouvement d'internationalisation des échanges. Dans la théorie économique classique, telle qu'elle est énoncée au XVIIIe siècle, la libre circulation des biens et des services est déjà censée aboutir à une égalisation des systèmes productifs et des niveaux de vie. Le capitalisme apparaît ainsi comme nomade dès l'origine. Ainsi que le note Jacques Adda, la mondialisation

« ne fait que restituer au capitalisme sa vocation originelle transnationale plus qu'internationale, qui est de se jouer des frontières comme des Etats, des traditions comme des nations, pour mieux soumettre toute chose à l'unique loi de la valeur »[5].

Cependant, s'il est incontestable que la mondialisation ne représente à bien des égards qu'une brusque accélération d'un processus séculaire, il est tout aussi certain qu'elle présente un certain nombre de caractéristiques nouvelles, que l'on peut passer en revue rapidement.

Outre la révolution informationnelle, dont j'ai déjà parlé, outre le fait que, dans les échanges internationaux, ce sont désormais les produits manufacturés qui prédominent sur les matières premières, il faut d'abord enregistrer l'extraordinaire prise d'autonomie de la sphère financière par rapport à la production économique proprement dite. La grande dérégulation boursière des années quatre-vingt a en effet consacré l'avènement d'un capitalisme qui n'est pas principalement industriel, mais spéculateur. La masse monétaire en circulation dans le monde aujourd'hui est estimée à plus de quinze fois la valeur de la production ! Cette « bulle » financière rassemble des fonds issus aussi bien de l'économie privée que de l'économie publique et sociale, qu'il s'agisse de la gestion de la dette publique des Etats ou des fonds de pension pour les retraites. Elle impose tout naturellement des logiques spéculatives, voire délictueuses : la drogue et la corruption deviennent des éléments structurants du nouvel ordre économique.

Autre fait nouveau : la marchandisation généralisée. Les transactions portent aujourd'hui sur des secteurs qui auparavant leur échappaient dans une large mesure. La culture, le monde de l’art, les compétitions sportives, les services, les ressources naturelles, les produits de la propriété intellectuelle passent au régime des échanges libres. Le jeu du marché opère dans le sens d'une transformation de toutes choses en devises. Ce qui entre dans le système comme chose vivante en ressort comme marchandise, comme produit mort.

Mais surtout, les acteurs ne sont plus les mêmes. Hier, ces acteurs étaient avant tout les Etats. Aujourd'hui, ce sont les firmes multinationales qui dominent l'investissement et le commerce, tandis que les marchés financiers édictent leurs règles et que les banques se partagent un secteur financier de plus en plus déconnecté de l'économie réelle. On passe ainsi d'un monde organisé autour des Etats-nations à une « économie-monde » structurée par des acteurs globaux.

C'est évidemment une transformation essentielle. Il y a encore quelques décennies, les Etats nationaux bourgeois constituaient le cadre politique et social naturel de gestion des systèmes productifs nationaux. La concurrence inter-capitaliste s'exerçait fondamentalement entre les Etats. Le trait dominant du système capitaliste était alors sa territorialisation, c'est-à-dire son enracinement à l'intérieur des limites d'une nation industrielle. Le marché, même en expansion, était lui aussi avant tout national. Même pour les firmes

dotées de filiales à l'étranger, la centralité stratégique de l'entreprise-mère située dans la nation de référence restait assurée. Economie et politique coïncidaient donc dans les grandes lignes, d'où l'importance de la politique économique menée par l'Etat. Enfin, le Tiers-monde n'était pas encore entré dans le système industriel, d'où un contraste extrêmement marqué entre les grands centres industrialisés et les périphéries.

Aujourd'hui, l'intégration mondiale du capital a fait éclater les systèmes productifs nationaux et amorcé leur recomposition comme autant de segments d'un système productif globalisé. Les différentes composantes de la production se dispersent désormais dans un cadre spatial éloigné des origines géographiques de l'entreprise, et parfois même indépendant de son contrôle financier. Les produits incorporent des composantes technologiques d'origine si variée que l'on ne peut plus y reconnaître, ni la contribution spécifique de chaque nation, ni la nationalité de la force de travail engagée dans la production. Robert Reich signale par exemple que, lorsqu'un Américain achète chez General Motors une voiture qu'il paye 20 000 dollars, sur cette somme qu'il débourse, moins de 800 dollars reviennent à des producteurs américains. La mondialisation produit donc une réorganisation de l'espace planétaire, qui se caractérise d'abord par une *déterritorialisation* généralisée du capital. On passe ainsi d'un « espace de lieux » à un « espace de flux », c'est-à-dire du *territoire* au *réseau*[6]. Le réseau ne correspond plus à aucun territoire, mais s'inscrit dans le marché mondial, en s'émancipant de toute contrainte politico-étatique. Pour la première fois de l'histoire, l'espace de l'économie et l'espace du politique se séparent. C'est l'une des caractéristiques les plus essentielles de la mondialisation.

Je viens d'évoquer les firmes multinationales. L'apparition de firmes industrielles capables de penser d'emblée leur développement à l'échelle du monde et de déployer des stratégies mondiales intégrées, est un autre trait caractéristique de la globalisation. Les firmes multinationales sont des firmes qui réalisent plus de la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger. En 1970, on en dénombrait 7 000. Elles sont aujourd'hui 40 000, qui contrôlent 206 000 filiales, mais n'emploient que 3 % de la population mondiale (soit 73 millions de personnes). Pour avoir une idée de leur importance et de leur puissance, il suffit de savoir que dès 1991 elles réalisaient à elles seules un chiffre d'affaires supérieur aux exportations mondiales de biens et de services (soit 4 800 milliards de dollars), qu'elles contrôlent directement ou indirectement un bon tiers du revenu mondial, et que les 200 plus importantes d'entre elles monopolisent à elles seules le quart de l'activité économique de la planète. On notera également que près de 33 % du commerce mondial s'effectue désormais entre filiales d'une même firme, et non pas entre entreprises différentes. Ces firmes-réseaux disposent de ressources qui défient l'imagination. Le chiffre d'affaires annuel de General Motors (177,2 milliards de dollars en 2001) dépasse le PNB de l'Indonésie. Celui de Ford (177,2 milliards de dollars) excède le PNB de la Turquie ; celui de Toyota, le PNB du Portugal ; celui d'Unilever, le PNB du Pakistan ; celui de Nestlé, le PNB de l'Egypte. La première entreprise américaine, la chaîne de distribution Wal-Mart (219,8 milliards de dollars de chiffre d'affaires, 1,3 million d'employés), dont la valeur

en Bourse a augmenté de plus 400 % au cours des cinq dernières années, a enregistré 6,67 milliards de dollars de profit en 2001.

Ces firmes, dont l'origine nationale ne constitue plus qu'une référence purement formelle, ont depuis longtemps appris à substituer à des objectifs de rentabilité minimale des objectifs de maximisation des gains financiers, quelles qu'en soient les conséquences sociales. Moins préoccupées de production que de contrôle des marchés et des brevets, ce sont avant tout des groupes financiers qui placent l'essentiel de leurs profits en devises ou en produits dérivés, au lieu de les redistribuer à leurs actionnaires ou de les investir dans des activités créatrices d'emploi. Etant plus riches que bien des Etats, il ne leur est en outre pas difficile d'acheter les hommes politiques et de corrompre les fonctionnaires ou les administrations.

Pour faire face à la concurrence, les firmes multinationales ont également développé une nouvelle stratégie. Les profits tirés de la production ne trouvant plus de débouchés suffisants dans les investissements classiques, il leur a fallu trouver d'autres débouchés à l'excédent de capitaux flottants, afin d'éviter leur dévalorisation massive et brutale, ainsi que cela s'était produit dans les années trente. La lutte pour les parts de marché les a donc poussées à incorporer dans le salariat mondial une main-d'œuvre peu qualifiée et faiblement rémunérée, afin de bénéficier d'un avantage de coût absolu[7]. Alors que les pays occidentaux se contentaient naguère d'exploiter le marché intérieur des pays du Sud, en transférant leurs activités artisanales dans leurs propres industries, les firmes multinationales s'emploient maintenant à réexporter vers les marchés occidentaux des produits assemblés ou fabriqués sur place à bas prix. La mondialisation s'opère alors par le rapatriement d'une partie de l'activité économique dans les pays du Sud, au travers d'une réorganisation mondiale du cycle productif et de la mobilisation d'une main-d'œuvre locale transformée en travail salarié. Ce phénomène dit de délocalisation, devenu général depuis les années quatre-vingt, n'est rien d'autre que l'extension-réorganisation du rapport salarial à l'échelle mondiale, c'est-à-dire une marche en avant vers la création d'un marché mondial du travail. Il va sans dire que, dans cette perspective, la liberté des mouvements de capitaux s'impose, pour draîner les profits vers les centres de décision chargés de leur affectation, mouvement qui a pour double effet de réduire les capacités d'accumulation locale et de restreindre l'élévation du pouvoir d'achat[8].

Parallèlement, on assiste à l'irruption dans le commerce mondial de nouveaux acteurs issus de l'Asie et, dans une moindre mesure, d'Amérique latine et de l'ancien empire soviétique. C'est encore un fait nouveau. Dans le passé, les écarts de coûts salariaux entre le Nord et le Sud se doublaient en général d'écarts de productivité et de qualité des produits. L'émergence des nouveaux pays industrialisés (NPI) et l'apparition de multinationales dans certains pays du Sud ont radicalement changé la donne. En 1995, le revenu par tête de Singapour a déjà dépassé celui de la France. Ce phénomène est évidemment appelé à prendre de l'ampleur.

On notera à ce propos que le succès des NPI ne consacre nullement la

vérité des thèses libérales. Le « miracle asiatique » s'enracine en effet d'abord dans un tissu culturel spécifique[9], où le nationalisme tient également sa part, que ce soit au Japon, en Chine, en Corée ou à Singapour. Il s'explique en outre par le volontarisme des politiques industrielles de ces pays qui, loin de se ranger à une théorie des avantages comparatifs qui leur aurait imposé de se spécialiser, sans se soucier de la demande effective, dans les productions pour lesquelles ils parvenaient aux coûts relatifs les plus bas, se sont au contraire tournés en priorité vers les productions faisant l'objet d'une forte demande à l'échelle mondiale.

La mondialisation, bien entendu, modifie la concurrence entre les nations, car dès lors que les entreprises et les capitaux peuvent se déplacer librement dans le monde, la compétitivité des entreprises nationales ne se confond plus automatiquement avec celles des nations. L'espace transnational dans lequel évoluent les grandes firmes n'a plus aucune raison de coïncider avec l'organisation optimale des espaces nationaux. La position d'un pays dans le monde ne se définit plus alors que par le niveau de capacité compétitive de ses productions sur le marché mondial, ses entrepreneurs étant tenus de se situer sur ce marché en fonction du meilleur rapport rendement/risque ou avantage/coût. A la limite, les nations n'étant plus que des points dans l'espace de production des grandes firmes, la notion même d'avantage comparatif devient obsolète.

Les Etats n'ont plus alors d'autre ressource que de se replier vers des politiques de compétitivité pure, au détriment des exigences de cohésion sociale. C'est précisément ce qui s'est passé en Europe à partir des années quatre-vingt, d'abord sous l'influence des théories libérales mises en application par Ronald Reagan aux Etats-Unis et par Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, puis sous l'effet des « critères de convergence » du traité de Maastricht. Cet ajustement aux exigences de la mondialisation a pris les formes que l'on sait : déréglementation et libéralisation généralisées, priorité donnée aux exportations sur la consommation intérieure, privatisation des entreprises publiques, ouverture à l'investissement international, détermination des prix et des salaires par le marché mondial, élimination progressive des aides et des subventions, sans oublier la réduction des dépenses censées freiner la compétitivité, comme l'éducation, la protection sociale ou la préservation de l'environnement. Les uns après les autres, les Etats européens ont ainsi adopté une politique strictement monétariste, dite de désinflation compétitive, qui consistait à lutter contre l'inflation grâce à des taux d'intérêt élevés, et dont le résultat le plus clair a été de ralentir la croissance et d'augmenter le chômage, tandis que les capitaux financiers, moins taxés que les revenus du travail, participaient de moins en moins aux frais généraux de la collectivité.

La crise de la dette a forcé au même moment les pays du Tiers-monde à opérer un virage comparable : les programmes d'ajustement structurel exigés par le FMI et la Banque mondiale ont amené la plupart d'entre eux à appliquer les mêmes recettes que les pays industralisés, avec des résultats encore plus catastrophiques.

Les organisations internationales ont ainsi été instrumentalisées au service de la mondialisation. Le rôle du FMI et de la Banque mondiale est d'imposer la dérégulation, de gérer le flottement des monnaies et de soumettre les économies du Tiers-monde à l'impératif absolu du service de la dette. Le G8 tente de coordonner les politiques de gestion de la crise des principaux pays développés, sans s'attaquer aux problèmes de fond. Mais un rôle tout particulier revient aux organisations chargées de superviser le commerce mondial.

Dans le passé, les négociations commerciales entre Etats portaient sur un petit nombre de pratiques nationales, telles que les quotas d'importation, les tarifs douaniers, le contrôle des mouvements de capitaux, etc. Aujourd'hui, les enjeux de la diplomatie commerciale se projettent bien au-delà des questions de frontières. Les négociations portent désormais sur les institutions intérieures des pays : la structure de leur système bancaire, les termes de leur droit de propriété privée, leur législation sociale, leur réglementation en matière de concurrence, de concentration ou de propriété industrielle, etc. Le principe sous-jacent à ces négociations est que le commerce international doit associer des nations possédant plus ou moins les mêmes institutions, le mouvement vers des régimes de propriété et de régulation uniformes, le plus souvent alignés sur la législation américaine, visant à réduire l'incertitude et les risques des investissement directs à l'étranger. Le pouvoir de négociation des firmes multinationales s'en trouve renforcé, dotées qu'elles se trouvent d'une capacité de pression nouvelle qui leur permet d'exiger des aménagements en matière de réglementation, de salaires ou d'impôts, afin d'augmenter leur rentabilité et leur compétitivité. En fin de compte, « à travers un nombre croissant de négociations locales et internationales, les sociétés sont confrontées à une demande de transformation de leurs règles et institutions intérieures afin de se conformer à un modèle imposé de l'extérieur »[10].

Les clauses du GATT ou de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) vont donc bien au-delà des objectifs traditionnels des accords de libre-échange. Elles visent avant tout à promouvoir la mobilité du capital. Les accords auxquelles elles aboutissent sont en réalité, non pas tant des accords de libre-échange, que des accords de libre circulation des capitaux, visant à instaurer de nouveaux droits de propriété internationaux pour les investissements à l'étranger et à créer de nouvelles restrictions aux réglementations nationales et gouvernementales. Ainsi que l'écrit Ian Robinson, « les accords de libre circulation des capitaux peuvent être compris comme des instruments qui, au nom de la réduction des obstacles au commerce, altèrent ou permettent de renégocier les lois, les politiques et les pratiques qui se dressent sur la voie d'une économie de marché planétaire »[11].

Autre nouveauté enfin, et non des moindres, puisque c'est elle qui permet de comprendre la nature de la mondialisation culturelle : le capitalisme ne vend plus seulement, comme hier, des marchandises et des biens. Il vend aussi des signes, des sons, des images, des logiciels, des connexions et des branchements. Il ne meuble pas seulement les maisons, il colonise l'imaginaire et domine la communication. Alors que dans les années soixante, la société de

consommation se nourrissait encore de biens matériels identifiables, voitures, appareils électroménagers, etc. le système que Benjamin R. Barber a récemment proposé d'appeler « McWorld » — comme Macintosh ou McDonald — constitue un univers essentiellement virtuel, résultant de l'intensification de flux transnationaux de toutes sortes qui convergent à produire une homogénéisation grandissante des modes de vie. « Les supports du système McWorld, précise Barber, ne sont plus des voitures, mais le parc d'attraction Eurodisney, la chaîne musicale MTV, des films hollywoodiens, des programmes informatiques. Bref, des concepts et des images autant que des objets »[12].

Cette marchandisation généralisée instaure la consommation publicitaire-spectaculaire en forme unique d'intégration sociale, tout en exacerbant le sentiment d'exclusion et les pulsions agressives chez ceux qui n'ont pas les moyens d'y accéder. Elle contribue, par un déluge d'images et de sons universels, à l'uniformisation déjà bien entamées des modes de vie, à la réduction des différences et des particularités, à l'alignement des attitudes et des comportements, à l'éradication des identités collectives et des cultures traditionnelles.

La mondialisation ne saurait donc se confondre avec la simple internationalisation, qui était le système créé et organisé par les Etats pour définir les formes de leurs rapports internationaux[13]. Elle se définit bien plutôt comme le passage d'une économie internationale conçue comme un agrégat d'économies nationales et locales différant entre elles par leurs principes de fonctionnement et de régulation, à une véritable économie de marché planétaire, gouvernée par un système de règles uniformes au sens où l'entendait Karl Polanyi[14]. Elle consiste en une « interdépendance croissante unissant entre elles toutes les composantes de notre espace monde pour les conduire vers une uniformité et une intégration de plus en plus exigeantes »[15]. Ceux qui la pilotent sont de nouveaux acteurs extra-étatiques et extra-nationaux, qui n'aspirent qu'à maximiser leurs dividendes et leurs profits en planifiant et en optimisant l'organisation planétaire de leurs activités, et en éliminant tout ce qui peut faire obstacle à leur liberté d'action. Et ces nouveaux acteurs, qui renforcent chaque jour un peu plus leur autonomie, sont eux-mêmes toujours plus interdépendants, au point de constituer un seul et même immense organisme marchand.

*

Une fois que l'on a saisi la nature exacte de la mondialisation économique et financière, il est aisé d'en saisir les conséquences. La première est bien entendu une tragique aggravation des inégalités économiques. Hegel disait déjà que les sociétés riches ne sont pas assez riches pour résorber le surcroît de misère qu'elles engendrent. Aujourd'hui, la pauvreté ne résulte plus de la rareté, mais de la mauvaise répartition des richesses produites, en même temps que d'un blocage psychologique et culturel qui interdit d'envisager le retour à des sociétés qui ne se définiraient pas prioritairement autour du travail

et de la production.

Entre 1975 et 1985, le produit brut mondial a augmenté de 40 % ; depuis 1950, le commerce mondial a été multiplié par onze, la croissance économique par cinq. Or, durant la même période, on a assisté, non à une élévation régulière du niveau de vie moyen, mais à une augmentation sans précédent de la pauvreté, du chômage, de la désintégration du lien social et de la destruction de l'environnement. Le PIB réel par habitant dans les pays du Sud représente aujourd'hui 17 % seulement de celui du Nord. Le monde industriel, qui ne regroupe qu'un quart de l'humanité, détient à lui seul 85 % des richesses mondiales. Les pays membres du G8 représentent 11 % de la population mondiale, mais possèdent les deux tiers du PIB de la planète. A elle seule, la ville de New York consomme plus d'électricité que toute l'Afrique subsaharienne. Entre 1975 et 1995, la richesse américaine a globalement augmenté de 60 %, mais cette augmentation a été accaparée par 1 % de la population. Un dernier chiffre, révélateur : le patrimoine des 358 milliardaires en dollars que compte aujourd'hui la planète dépasse à lui seul les revenus annuels cumulés des 2,3 milliards d'individus les plus pauvres, soit l'équivalent de près de la moitié de l'humanité. On constate ainsi que, plus il y a de richesses, plus il y a de pauvres, ce qui ruine la théorie libérale selon laquelle toute la société doit finir par bénéficier des profits dégagés par les plus riches. En réalité, parce qu'elle redonne aux forces du marché un quasi-monopole, la mondialisation contribue au développement des inégalités et de l'exclusion sociale, menaçant ainsi la cohésion des sociétés.

Parallèlement, le colonialisme se poursuit de manière informelle. L'aide au Tiers-monde a perfectionné la technique du prêt et de l'usure comme moyen de contrôle. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) met désormais les pays du Sud en demeure d'accorder un traitement « national » aux investissements étrangers, en éliminant tout obstacle représenté par la législation sur le travail, l'environnement ou la santé. Or, partout où les systèmes libéraux d'ajustement structurel ont été mis en place, les résultats ont été l'aggravation des conditions d'existence du plus grand nombre et la montée de l'instabilité sociale — laquelle, par un juste retour des choses, provoque d'ailleurs la fuite des capitaux, ce qui permet de mesurer le caractère fondamentalement parasitaire de ce système. Quant aux pays qui refusent de satisfaire à ces exigences, ils sont tout simplement marginalisés, laissés pour compte et finalement rejetés des circuits internationaux.

Mais ce n'est évidemment pas seulement dans les pays du Sud que ces conséquences se font sentir. Au Nord, la mondialisation se traduit par une concurrence transnationale exacerbée qui, par le biais des exportations et de l'investissement direct, provoque un véritable laminage des rémunérations et de l'emploi. Tout bien ou service produit localement, mais qui pourrait l'être ailleurs à meilleur coût, devient vulnérable à la pression qu'exerce le capital en faveur d'une baisse des salaires et des charges sociales, tandis qu'à l'inverse, le renchérissement des coûts du travail lié à la raréfaction du capital humain et aux charges du vieillissement démographique incite les entrepreneurs à déplacer leurs activités vers des pays où la main-d'œuvre est moins chère et

plus « flexible ». Les productions compétitives des pays en voie de développement étant surtout celles qui incorporent beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée, celle-ci se trouve à la fois encouragée et exploitée dans le Sud, et progressivement exclue de l'emploi dans les pays du Nord, ce qui contribue à la montée d'un chômage structurel. En l'absence de débouchés croissants, les firmes ne peuvent de leur côté accéder à la taille critique pour survivre sur les marchés globaux qu'en prenant des parts de marché à leurs concurrents et en améliorant sans cesse leur compétitivité, ce qui se traduit par un mouvement continu de restructurations industrielles et par des réductions d'effectifs (« *downsizing* ») aux effets dévastateurs sur le plan social.

Les délocalisations n'en sont pourtant qu'à leur début. En 1990, les produits manufacturés exportés par les nouveaux pays industrialisés (NPI) d'Asie du Sud-Est vers les pays de l'OCDE ne représentaient encore que 1,61 % du PIB de ces derniers. En France, les échanges commerciaux avec les NPI expliquent tout au plus un point du taux de chômage actuel. Mais le phénomène est appelé à se développer. Entre 1970 et 1990, la part prise par les pays émergents dans les échanges de l'OCDE est passée de 0,70 % à 6,44 %. A ce rythme, elle pourrait atteindre 55 % dans vingt ans.

La révolution industrielle avait permis d'intégrer le personnel non qualifié dans la société globale. Avec la mondialisation, on assiste au contraire à l’exclusion systématique de ceux qui ne possèdent pas de savoir-faire utile. C'est là, par rapport au cours précédent du capitalisme, une rupture fondamentale qui remet en cause tous les compromis sociaux adoptés par l'Etat-Providence keynésien.

Mondialisation du salariat et globalisation financière se conjuguent en effet pour renverser le cours de la politique économique et sociale qui avait présidé aux décennies de croissance de l'après-guerre. Durant les Trente Glorieuses, qui correspondent à l'apogée du système fordiste, le capitalisme avait dû composer avec les revendications sociales formulées dans les sociétés industrielles, comme avec la volonté des Etats de jeter les bases d'un ordre économique international. L'Etat-Providence avait représenté le résultat de ce compromis historique entre le capital et le travail, c'est-à-dire de cet ajustement des stratégies du capital à un certain nombre d'exigences sociales. La mondialisation a rompu ce contrat social. A partir des années soixante-dix, la logique économique du capitalisme a commencé à se déconnecter des exigences sociales, ce qui a conduit à une remise en cause généralisée de la hiérarchie des salaires et des mécanismes de solidarité collective.

Cette déconnexion de l'économique et du social est allée de pair avec la dislocation du couple Etat-Providence/classes moyennes, autour duquel s'était construite la croissance des précédentes décennies. Avec la mondialisation, on assiste à l’apparition d'un modèle de société en sablier — où la grande majorité des habitants tend à tomber vers le bas sous l'effet de la précarité, tandis que l'argent se polarise dans les hautes sphères — qui marque un début de déstructuration des classes moyennes, c'est-à-dire de ces classes « que les capitalismes du premier XXe siècle avaient pourtant non seulement

engendrées, mais sur lesquelles ils avaient fondé leur croissance »[16]. Pendant les Trente Glorieuses, ces classes moyennes n'avaient cessé de se consolider, aboutissant à l'intégration de fractions de plus en plus vastes de population, et donc à une réduction relative des inégalités. C'est ce modèle d'une classe moyenne appelée à s'élargir progressivement aux couches populaires, d'une façon qu'on croyait irréversible, qui est aujourd'hui remis en question.

Il en résulte une profonde transformation des rapports de classes et d'intérêts à l'intérieur des pays capitalistes. A la déstructuration des classes moyennes répond en effet une déstructuration parallèle des couches populaires, qui assistent à la remise en cause de leurs acquis sociaux, mais aussi de leurs outils de défense traditionnels, les syndicats ne disposant évidemment pas vis-à-vis des firmes multinationales, habituées à jouer des écarts de salaires sur le marché mondial, des pouvoirs de pression dont ils disposent face aux pouvoirs publics avec lesquels ils ont l'habitude de négocier.

Cette évolution équivaut à une formidable régression, puisqu'elle revient à restituer des situations de surexploitation comparables à celles qu'avait dû combattre le mouvement ouvrier à l'aube du capitalisme industriel. Karl Marx, malgré sa philosophie de l'histoire fautive, avait au moins vu que la logique d'accaparement passionnel qui est l'œuvre dans le capitalisme aboutit à la réification des rapports humains. On appréciera l'ironie de l'histoire qui veut que ce soit au moment où le système communiste soviétique s'est écroulé, que ses thèses retrouvent une partie de leur pertinence face à une logique du profit qui s'impose sans la moindre retenue, tandis que le chômage et la pauvreté redeviennent comme au XIXe siècle des données structurelles de la société, que la précarisation et l'exclusion s'étendent chaque jour un peu plus, que les revenus du capital ne cessent de progresser au détriment de ceux du travail, et que les garanties obtenues par les travailleurs après des décennies de luttes se trouvent remises en cause les unes après les autres.

Dernière conséquence de la mondialisation : l'impuissance grandissante des Etats nationaux. Sous l'effet de l'accélération de la mobilité internationale du capital, de la mondialisation des marchés et de l'intégration des économies, les gouvernements voient leurs possibilités d'action macro-économique se réduire à vue d'œil. En matière monétaire, leur marge de manœuvre est déjà quasiment nulle, puisque les taux d'intérêt et les taux de change sont désormais soumis à l'autorité de banques centrales indépendantes qui prennent leurs décisions en fonction de l'évolution des marchés : un pays (ou un groupe de pays) qui déciderait une baisse unilatérale de ses taux d'intérêt assisterait aussitôt à une fuite des capitaux vers des pays offrant des possibilités de gains plus fortes. Dans le même temps, la capacité de mobilisation monétaire des banques centrales est devenue inférieure au volume des transactions : la Banque de France avait perdu en juillet 1993, en une seule journée d'attaque spéculative contre le franc, la totalité de ses réserves de change ! En matière budgétaire, les Etats voient pareillement réduite leur marge de liberté, en raison d'un endettement public élevé qui leur interdit toute relance non concertée. En matière de politique industrielle, enfin, les gouvernements n'ont pas d'autre solution, pour résister à la concurrence,

que de chercher à attirer les entreprises étrangères à coups de subventions et de traitements fiscaux privilégiés, ce qui les met à la merci des exigences des firmes multinationales.

Or, celles-ci ne se contentent pas de transcender les frontières. Ainsi qu'on l'a vu, elles pèsent aussi sur les cadres législatifs censés réglementer leurs opérations. Des impôts ou des salaires trop élevés, des conditions de travail socialement trop lourdes, les font fuir. Il en résulte que « toute forme de réglementation peut être victime de pressions à la baisse du marché simplement en vertu du fait que les entreprises transnationales y voient un coût »[17]. Le pouvoir fiscal des Etats n'est plus alors souverain, mais contractuel, car nécessairement négocié avec un capital de plus en plus erratique, et donc de plus en plus capable d'imposer ses conditions. « Aucun gouvernement, même au Nord, explique Edward Goldsmith, n'exerce plus de contrôle sur les entreprises multinationales. Si une loi dérange leur expansion, elles menacent de partir et elles peuvent le faire sur le champ. Elles sont libres de courir la planète pour choisir la main-d'œuvre la moins chère, l'environnement le moins protégé par la loi, le régime fiscal le moins onéreux, les subsides les plus généreux. Plus besoin de s'identifier à une nation ou de laisser un attachement sentimental entraver leurs projets. Elles se trouvent totalement hors de contrôle »[18]. En fin de compte, ajoute Jacques Adda, « la globalisation financière peut s'analyser comme un processus de contournement des règles instaurées par les Etats les plus développés dans le cadre d'un système multilatéral de régulation de l'économie mondiale »[19].

L'économie mondialisée fait ainsi peser sur les Etats nationaux des contraintes si fortes que ceux-ci voient peu à peu reléguer au magasin des accessoires tous leurs moyens d'action traditionnels. Confrontés à des difficultés croissantes pour le contrôle des richesses, ils se retrouvent privés d'un levier politique essentiel : l'aménagement cohérent de leur territoire. Et comme tout effort budgétaire dans le domaine social apparaît comme autant d'enlevé à leur capacité de compétitivité économique, ils ne peuvent plus remplir leur rôle de gestion des compromis sociaux. Les hommes politiques deviennent alors impuissants, et l'Etat change de nature. De médiateur social qu'il était, il devient chargé d'un simple rôle de gestion territoriale de flux qui le dépassent. Réduit au rôle de spectateur, il n'est plus qu'« une sorte de greffier qui enregistre les décisions prises ailleurs »[20].

Un tel changement est révolutionnaire, en ce sens qu'il sape ce qui avait été l'un des fondements de la politique moderne : la souveraineté des Etats. Comme l'écrit Bertrand Badie, « la mondialisation casse les souverainetés, transperce les territoires, malmène les communautés construites, défie les contrats sociaux et rend obsolètes certaines conceptions de la sécurité internationale [...] Ainsi la souveraineté n'est plus cette valeur fondamentale indiscutée qu'elle était jadis, tandis que l'idée d'ingérence change lentement, mais sûrement de connotation »[21].

Mais ce sont aussi, et surtout, les principes démocratiques qui sont atteints. La légitimité que les dirigeants tirent de leur élection par le peuple-citoyen se

trouve remise en cause dès l'instant qu'ils n'ont plus les moyens de s'interposer entre les exigences du capital et les besoins du corps social. D'autre part, la libre circulation des capitaux restreint elle aussi le champ du contrôle démocratique sur les politiques économiques et sociales, puisque ces politiques sont soumises à des contraintes extérieures auxquelles les gouvernements ne peuvent plus se soustraire, et que l'on assiste à des transfert du pouvoir de décision au profit d'acteurs économiques mondiaux qui n'ont de comptes à rendre à personne. La citoyenneté devient ainsi inopérante et vide de sens — au point que l'on peut se demander ce que peut vouloir dire « prendre le pouvoir » dans un monde comme celui-là.

*

La mondialisation modifie également jusqu'à notre perception de l'*espace* et du *temps*. Sous le maillage des satellites en orbite géostationnaire, sous l'emprise des empires économiques qui multiplient alliances et fusions, sous l'effet des « autoroutes de l'information » qui véhiculent jusque dans les endroits les plus éloignées de la planète la même sous-culture globale, la planète se rétrécit. Dominé par des monopoles de moins en moins nombreux et de plus en plus puissants, l'espace où circulent marchandises, investissements et capitaux s'unifie progressivement. D'autre part, alors que jusqu'ici toutes les sociétés avaient habité le temps à la fois dans la succession des moments et dans la continuité de la durée, cette distinction s'efface. La révolution technologique du « temps réel » (ou « temps zéro ») accélère la circulation des flux matériels et immatériels, sans possibilité de repères ni de mise en perspective. Cette compression de temps fait de l'immédiateté le seul horizon de sens subsistant. René Char disait : « Supprimer l'éloignement tue ». Le rapprochement produit par les nouvelles technologie de la communication réalise l'écrasement des êtres et des choses, la confusion des formes et des instants.

C'est ainsi à une redéfinition même de la réalité que l'on assiste. Le réseau Internet en est un bon exemple. Alors que les médias classiques se bornent à montrer ce qui se passe ailleurs, Internet permet à ses utilisateurs de se transporter virtuellement dans cet ailleurs. L'habitant du système McWorld vit ainsi en même temps partout et nulle part, Internet inaugurant un nouveau mode de vie qu'on pourrait appeler le nomadisme électronique, mais qui est aussi un colonialisme électronique si l'on observe, avec Nelson Thall, successeur de Marshall McLuhan à l'université de Toronto, qu'« en fin de compte, la puissance d'Internet est [...] qu'il permet au monde entier de penser et d'écrire comme des Nord-Américains ».

Il n'est pas exagéré, dans ces conditions, de dire que la mondialisation réalise d'une certaine manière l'abolition de l'espace et du temps. L'abolition du temps résulte de ce que, grâce aux techniques instantanées d'information et de communication, tout arrive et se propage désormais en « temps zéro » : les mêmes événements (qu'il s'agisse d'un attentat spectaculaire ou de la finale d'une Coupe du monde de football) sont vus et « vécus » au même moment par

les téléspectateurs de la planète entière, les flux financiers se transmettent instantanément d'un bout à l'autre de la Terre, etc. Quant à l'abolition de l'espace, elle tient au fait que les frontières n'arrêtent plus rien, en sorte qu'aucun territoire n'a plus de centralité particulière.

A l'époque de la guerre froide, il existait une frontière entre le monde communiste et ce qu'on appelait alors, audacieusement, le « monde libre ». Aujourd'hui, il n'y a plus de ligne de démarcation. Les informations, les programmes, les flux financiers, les marchandises, les hommes eux-mêmes, circulent de plus en plus librement d'un pays à l'autre ou se distribuent simultanément dans tous les pays. A l'intérieur de chaque pays, la distinction entre l'intérieur et l'extérieur ne correspond plus à rien. Naguère, par exemple, la police se chargeait du maintien de l'ordre intérieur, tandis que l'armée se chargeait des interventions extérieures. Il est significatif qu'aujourd'hui la police ait de plus en plus fréquemment recours à des moyens militaires, tandis que l'armée se livre essentiellement à des « opérations de police internationales ». La mondialisation signe ainsi l'avènement d'un monde sans extérieur. Le néologisme de « globalitarisme » a été inventé pour décrire ce monde qui n'a plus rien au-dessus de lui, cette emprise globale qui par nature n'est limitée par rien.

L'avènement de la globalisation correspond encore à la fin de la modernité. La chute du Mur de Berlin, pour prendre un repère commode, n'a pas seulement marqué la fin de l'après-guerre ou la fin du XX[e] siècle. Elle a aussi représenté l'entrée dans la *post-modernité*.

Dans le monde postmoderne, toutes les formes politiques héritées de la modernité deviennent obsolètes. La vie politique ne se résume plus à la concurrence des partis. Le modèle « léniniste », dans lequel les partis cherchaient à arriver au pouvoir pour appliquer leur programme, est largement périmé, car la marge de manœuvre des gouvernements se réduit un peu plus tous les jours. Les Etats-nations perdent à la fois leur centralité et leur légitimité. Leur centralité parce qu'ils sont désormais trop grands pour répondre aux attentes quotidiennes des gens, mais en même temps trop petits pour faire face au déploiement planétaire des problématiques et des contraintes. Leur légitimité parce que, les creusets institutionnels d'intégration sur lesquels ils s'appuyaient autrefois (l'école, l'armée, les syndicats, les partis, etc.) étant tous entrés en crise les uns après les autres, ils ne sont plus *producteurs de social*. Le lien social se reconstitue dès lors à l'écart des autorités administratives et des institutions surplombantes. La mondialisation entraîne un divorce entre le sens et le signe, qui se traduit par une désymbolisation généralisée de la vie politique. La crise de la représentation, la montée de l'abstention dans les consultations électorales, la floraison des populismes et des nouveaux mouvements sociaux, sont encore d'autres symptômes caractéristiques de cette évolution.

Nous assistons simultanément à la fin des Etats-nations au profit des communautés et des continents, à la fin des organisations de masse au profit des réseaux, à la fin du modèle de l'explosion/révolution au profit de celui de

l'implosion/dispersion, à la fin des logiques territoriales au profit des logiques transnationales, à la fin de l'individualisme solitaire au profit de l'intersubjectivité des groupes.

Le monde globalisé est avant tout un monde de *réseaux*. Les réseaux se caractérisent par leur caractère « liquide » ou flottant — tout y est affaire de flux (monétaires, de symboles, d'images, de programmes), de vitesse, de connections —, gage de leur opacité relative, et par le fait qu'ils n'ont ni centre ni périphérie, ce qui signifie que chaque point du réseau est lui-même à la fois central et périphérique. Les réseaux créent un nouveau type « fractal » de relations sociales. En établissant un lien immédiat entre des individus vivant à grande distance les uns des autres, en fonction de leurs affinités, de leurs opinions ou de leurs centres d'intérêt, ils créent de nouvelles identités supranationales. Les réseaux sont aujourd'hui de toutes sortes : réseaux industriels et financiers, réseaux d'information et de communication, réseaux criminels, réseaux terroristes, etc. Leur mode de fonctionnement est essentiellement celui de la délocalisation. Les grandes firmes multinationales, les grandes sociétés industrielles, les cartels de narcotrafiquants, les groupes néoterroristes et les mafias agissent exactement de la même manière : ils choisissent les endroits les plus propices à leur activité et partent s'installer ailleurs chaque fois qu'ils y trouvent des conditions meilleures.

Le mode de propagation des réseaux est un mode de propagation *virale*, mais la logique disruptive de l'univers des réseaux est aussi une logique virale. Le virus électronique, transmis par des *hackers*, qui infecte les uns après les autres les réseaux d'ordinateurs, le virus à l'œuvre dans la propagation des maladies dont on parle le plus aujourd'hui (sida, fièvre aphteuse, maladie de la vache folle), les spores de l'anthrax utilisées comme arme bactériologique, l'information qui entraîne la déstabilisation en chaîne des marchés financiers mondiaux, le prêche enflammé qui fait le tour du monde en se transmettant sur Internet, relèvent de ce même modèle paradigmatique.

*

La mondialisation à laquelle nous assistons aujourd'hui n'est pas cet « Etat universel » qu'Ernst Jünger avait cru voir se constituer à partir de la fusion progressive de l'« étoile rouge » et de l'« étoile blanche », c'est-à-dire de l'Est et de l'Ouest[22]. Avec la mondialisation, la Terre s'unifie tendanciellement sous la forme d'un *marché*, c'est-à-dire sous l'horizon de la logique de la marchandise et de la recherche d'une hausse permanente des profits. Cet avènement d'un marché mondial s'accompagne d'une transformation des mentalités. L'intériorisation du modèle du marché consacre, dans les esprits comme dans les comportements, le primat des valeurs marchandes. Le modèle anthropologique désormais dominant est le modèle utilitariste : l'homme se définit comme un individu essentiellement soucieux de produire et (surtout) de consommer, comme un agent économique censé rechercher en permanence à maximiser son meilleur intérêt. On passe ainsi d'une société *avec* marché à une société *de* marché. Mais il va sans dire que le développement des

échanges ne fait disparaître ni l'aliénation ni le préjudice.

Ce n'est pas la gauche « cosmopolite », il faut le souligner, mais la droite libérale qui a réalisé ou permis la globalisation. Celle-ci correspond à la tendance séculaire du capitalisme : par définition, le marché n'a d'autres bornes que lui-même. Le constat selon lequel le capitalisme s'est avéré plus efficace que le communisme à réaliser l'« idéal internationaliste » n'est donc qu'apparemment paradoxal. Historiquement, le « cosmopolitisme » s'est surtout exprimé à gauche, mais aujourd'hui ce ne sont pas les partis de gauche, mais au contraire les partis de droite qui favorisent le plus activement la mondialisation. Qui critique la mondialisation sans rien dire de la Forme-Capital, ferait mieux de se taire.

La mondialisation est d'abord le fruit d'une modernisation qui prend la forme de plans d'ajustement structurel visant à intégrer toutes les sociétés de la planète au marché mondial. C'est une modernisation qui se présente elle-même comme une réponse à la crise de la modernité issue des Lumières[23]. mais la réponse qu'elle apporte ne consiste que dans l'autonomisation radicale de l'économie marchande, dans la financiarisation du capital et, parallèlement, dans la montée en puissance de la technoscience. L'idée générale est que la science va permettre de tout comprendre, l'expertise technique de tout résoudre, et le marché de tout acheter.

Il n'en est rien. Karl Polanyi avait pronostiqué que le marché détruirait la société. Nous y sommes. Le « doux commerce », qui devait pacifier les rapports humains selon Adam Smith, transplante la guerre à l'intérieur même de l'échange. La dictature de l'économique, la primauté du privé dans la conduite des affaires publiques, aboutit à la dissolution du lien social. L'univers de la dérégulation généralisée débouche sur le nivellement par le bas des cultures, toutes réduites à un même dénominateur consumériste. « L'œil sans préjugés, notait Jünger il y a déjà quarante ans, est surpris par la vaste conformité, toujours croissante, qui recouvre peu à peu tous les pays — non pas seulement en tant que monopole de l'une ou l'autre des puissances concurrentes, mais comme style de vie globale »[24]. « Le choc contemporain de la mondialisation, écrit aujourd'hui Philippe Engelhard, est la conséquence d'un libéralisme universaliste qui, en dépit des apparences, exècre les différences. Son programme implicite est celui d'une homogénéisation du monde par le marché et, donc, l'éradication à la fois de l'Etat-nation et des cultures [...] L'achèvement de la société libérale ne supporte pas les scories culturelles, ni les appartenances communautaires. Le programme libéral maximaliste vise à l'éradication des différences, de quelque nature qu'elles soient, parce qu'elles font obstacle au grand marché et à la paix sociale. En fait, ce n'est pas seulement la scorie culturelle qui est en trop, mais le fait social lui-même [...] La logique de la modernité occidentale réside fondamentalement dans la *non culture* universelle du tout marché »[25].

Mais la mondialisation n'est pas non plus l'universalité. Elle en est même à certains égards le contraire. Car la seule chose qu'elle universalise, c'est le marché, c'est-à-dire un mode d'échange économique renvoyant à un moment

de l'histoire d'une culture bien précise. La mondialisation, telle qu’elle se déroule aujourd’hui sous nos yeux, ne représente que l'impérialisme d'un Occident marchand gonflé de lui-même, impérialisme intériorisé par ceux-là mêmes qui le subissent. La mondialisation, c'est l'imitation de masse des comportements économiques occidentaux. C'est la conversion de la planète entière à cette religion du marché, dont les théologiens et les grands prêtres tiennent un discours où la seule fin dernière est la rentabilité[26]. Ce n'est pas un universalisme de l'être, mais un universalisme de l'avoir. C'est l'universalisme abstrait d'un monde éclaté, où les individus ne sont plus définis que par leur capacité à produire et à consommer. Le capitalisme se propose ainsi de réussir là où le communisme avait échoué, justice sociale en moins bien entendu : créer une planète sans frontières habitée par un « homme nouveau ». Mais cet homme nouveau, ce n'est plus le travailleur, ce n'est plus le citoyen, c'est le consommateur « branché », qui partage la destinée commune d'une humanité sans relief en se connectant sur Internet ou en se rendant au supermarché.

« L'écrivain portugais Miguel Torga, rappelle Zaki Laïdi, définissait un jour l'universel comme “le local moins les murs”. Par là, il voulait dire que les valeurs de l'universalité ne pouvaient être promues et défendues que si, au préalable, les gens se sentaient enracinés dans une réalité locale solide. Or, la mondialisation développe une dynamique inverse. Les individus se sentent déracinés par la globalisation, sans pouvoir sur les choses, et s'efforcent par conséquent d'ériger des murs, fussent-ils fragiles et dérisoires »[27].

Sur le plan psychologique, de même que les Etats deviennent impuissants, les individus ont en effet aujourd'hui le sentiment d'être dépossédés d'eux-mêmes par des logiques trop puissantes, des processus de plus en plus rapides, des contraintes de plus en plus pesantes, des variables tellement nombreuses qu'ils ne parviennent plus à saisir le niveau pertinent de leur action. Que ce phénomène se produise à un moment où l'individu est de plus en plus solitaire, abandonné à lui-même, à un moment aussi où toutes les grandes visions du monde se sont effondrées, ne fait qu'accentuer ce sentiment de vide généralisé. « La mondialisation, dit encore très justement Zaki Laïdi, reproduit étrangement le mécanisme freudien de la foule prise dans le mouvement de la contagion-panique. Contagion dans la mesure où la mondialisation développe la conformité et l'uniformisation. Panique puisque chacun se sent seul face à des logiques qui le dépassent »[28]. La mondialisation ressemble un peu à un puzzle d'images éclatées. Elle ne s'arrime à aucune vision du monde, elle s'interdit toute représentation, tandis que les pouvoirs publics, qui la déclarent irréversible, n'ont eux-mêmes aucune prise en charge symbolique à proposer vis-à-vis d'elle. « Le fond du problème de la mondialisation résulte de l'interaction entre un monde sans frontières et un monde sans repères [...] C'est cette dialectique entre un monde sans frontières et un monde sans repères qui explique la crise du sens et qui, par là même, renforce notre perception d'un monde désordonné »[29].

On pense à la terrible phrase écrite par Péguy en 1914, juste avant de mourir : « Tout le monde est malheureux dans le monde moderne ».

*

Bien entendu, plus la mondialisation se déploie à l'échelle planétaire, et plus se généralise une dialectique qui représente sa contradiction principale. Dans la mesure même où la mondialisation apparaît, non sans raison, comme l'imposition unilatérale du mode de vie occidental, elle suscite un peu partout de fortes résistances « identitaires ». Plus la mondialisation actualise l'unification, plus elle potentialise la fragmentation ; plus elle actualise le global, plus elle potentialise le local. D'un bout à l'autre de la planète, les sociétés les plus menacées par la mondialisation cherchent à réaffirmer leur particularisme, à se ressaisir de leur personnalité. Mais elles y ont le plus grand mal. Certaines s'inventent des identités de toutes pièces. D'autres cherchent à toute force à se recréer une intériorité factice dans un monde où tout devient pure extériorité. Beaucoup adoptent des formes d'action convulsives, nourries de frustrations de toutes sortes, qui débouchent irrémédiablement sur l'irrédentisme et la xénophobie. On assiste alors à cet affrontement que Benjamin R. Barber a résumé par la formule « Djihad contre McWorld »[30]. D'un côté, une planète en voie d'uniformisation, progressivement homogénéisée par le commerce et la communication globale. De l'autre, regroupés sous l'étiquette commode de « Djihad », tout un ensemble de crispations identitaires, d'affirmations ethniques ou religieuses agressives, qui engendrent un peu partout guerres civiles et conflits tribaux[31]. La mondialisation, pourrait-on dire, détruit et ressuscite les identités collectives d'un même mouvement. Mais celles qu'elle fait réapparaître ne sont pas les mêmes. La mondialisation fait disparaître les identités organiques, équilibrées, et les restitue sous une forme purement réactive.

Une telle flambée d'identitarismes convulsifs peut assurément se comprendre, puisqu'elle n'est que la conséquence, somme toute logique, de la transformation de la planète entière en une société qui n'a plus d'extérieur : l'excès d'ouverture entraîne inévitablement l'excès de fermeture. La réapparition du tribalisme, du parentélisme, du clanisme ou de l'ethnisme exacerbé, peut ainsi être interprétée comme une tentative désespérée de réagir à une menace de dépossession. On ne saurait pourtant approuver ces réactions qui, par leurs excès trop fréquents, se discréditent d'elles-mêmes. Il serait beaucoup plus juste de les considérer, ainsi que le fait précisément Barber, comme faisant couple avec la mondialisation. D'une part, ces deux tendances apparemment antagonistes se justifient mutuellement en prenant appui sur leurs excès respectifs pour imposer des excès en sens contraire : l'aggravation des inégalités résultant des contraintes de l'économie généralisée pousse les plus pauvres dans l'extrémisme, tandis qu'à l'issue des guerres ethnico-religieuses la déferlante du McWorld reprend avec d'autant plus de force possession des esprits. D'autre part, elles ne constituent à bien des égards que deux formes différentes, *soft* et *hard*, d'un même phénomène négatif, puisqu'elles se conjuguent pour éteindre toute forme de démocratie et de participation active de l'ensemble des citoyens à la vie publique.

Ainsi, les extrêmes se rejoignent. Dès 1920, le linguiste russe Nicolas S. Troubetzkoy avait d'ailleurs constaté la parenté paradoxale du cosmopolitisme

et du chauvinisme. « Il suffit de considérer effectivement le chauvinisme et le cosmopolitisme, écrivait-il, pour s'apercevoir qu'il n'y a aucune différence radicale entre les deux, que ce ne sont que deux degrés, deux aspects d'un seul et même phénomène »[32]. Le cosmopolitisme, ajoutait-il, ne nie les différences nationales qu'à partir d'une idée de l'humanité renvoyant à un modèle spécifique. Il ne convie l'humanité civilisée à former une entité unique qu'en universalisant le modèle d'une civilisation particulière, en l'occurrence la civilisation occidentale, implicitement considérée comme le « stade » le plus achevé de la civilisation tout court. « Il y a ainsi, concluait-il, un parallélisme total entre les chauvins et les cosmopolites [...] La différence est simplement que le chauvin prend en considération un groupe ethnique plus restreint que le cosmopolitisme »[33]. Mais tous deux ne connaissent qu'un seul et même critère de jugement : « Ce qui nous ressemble est mieux et meilleur que ce qui est différent de nous »[34].

*

Ce qui précède suffit à comprendre combien il serait vain de chercher à identifier un « chef d'orchestre » de la mondialisation. Dans la mesure où elle consiste essentiellement en une multiplication de réseaux, la mondialisation n'a ni centre ni opérateur ou poste de commandement central. La puissance américaine, qui en est aujourd'hui le vecteur principal du fait qu'elle constitue la seule grande puissance mondiale, n'en représente elle-même qu'une part subordonnée. Tout comme la finance ou la technique, la mondialisation fonctionne selon sa logique propre : modèle horizontal, et non pas vertical, « cybernétique » et non pas actionné ou commandé à distance. La cause du développement de la globalisation tient dans sa seule existence.

Le phénomène de la mondialisation est-il irréversible ? Sur le long terme, aucune réponse n'est possible : par définition, l'histoire est toujours ouverte. Mais pour l'heure — et très vraisemblablement pour les décennies qui viennent —, la mondialisation constitue de toute évidence le cadre de notre histoire présente.

Dans une telle perspective, il faut se garder de commettre un certain nombre d'erreurs. L'une d'elles serait de croire qu'il est encore possible d'échapper aux effets de la globalisation en se repliant sur soi, en en appelant au maintien des identités dans un sens purement ethnocentrique. La « logique du bunker » n'est plus viable aujourd'hui, précisément parce que nous sommes dans un monde où tout retentit sur tout. Se désintéresser de ce qui se passe ailleurs, en croyant que cela ne nous concerne pas, empêche de voir que précisément cela nous concerne.

Une seconde erreur consisterait à se placer dans une perspective d'arrière-garde, en se bornant à tenter de ralentir des dynamiques qui sont déjà en marche. Les mouvements de droite, depuis au moins un siècle, se sont fait une spécialité des combats perdus d'avance. Se lamenter sur la situation présente en regrettant le passé ne mène nulle part. On ne peut se battre qu'en sachant

comment se configure aujourd'hui le champ de bataille — et comment il se configurera demain —, non en rêvant sur ce qu'il pourrait être ou en se souvenant de ce qu'il fut autrefois. Il s'agit de ne pas se tromper d'époque, c'est-à-dire d'être conscient du moment historique que nous vivons. Il s'agit de voir ce qui vient, pour déterminer ce qui est possible.

Deux autres remarques importantes peuvent être faites. La première est que le caractère global de la mondialisation, qui fait incontestablement sa force, est aussi ce qui d'une certaine façon fait sa faiblesse. Dans une monde globalisé, tout retentit sur tout de manière instantanée. Rien n'arrête plus la propagation des ondes de choc, ainsi qu'on le voit avec les grandes crises financières qui, éclatant en un point quelconque de la planète, ont immédiatement des répercussions dans le monde entier. C'est là une source de vulnérabilité considérable. La deuxième remarque est que l'extension des réseaux, qui constitue l'un des traits les plus caractéristiques de la mondialisation, représente aussi l'un des moyens d'en combattre les effets. Les réseaux sont une arme. Ils permettent aux dissidents de se regrouper d'un bout à l'autre du globe et de coordonner leur action. Il est significatif que les mouvements antiglobalisation soient eux-mêmes des mouvements globalisés, ainsi qu'on a pu le voir à Seattle, Gênes, Porto Alegre ou ailleurs.

Il est bien clair par ailleurs que la croissance incontrôlée du capitalisme financier n'est pas la seule issue à la crise que le monde connaît aujourd'hui, et que des régulations doivent être mises au point pour réagir à tous les niveaux contre les formes que prend actuellement la mondialisation.

Il n'est pas impossible, tout d'abord, de tenter de réglementer les marchés financiers au niveau international. Avancée à l'origine par le professeur Tobin, l'idée qui consisterait à imposer une taxe sur les mouvements financiers en devises a déjà fait son chemin. Ce n'est certes pas la panacée. Néanmoins, un impôt de 0,05 % sur les opérations de changes mondiales découragerait un certain nombre d'opérations spéculatives à très court terme et rapporterait un produit de 150 milliards de dollars par an, soit le double du montant actuel de l'aide internationale. Une telle somme pourrait permettre par exemple de constituer un fonds mondial de protection sociale ou de défense de l'environnement. On pourrait également imaginer des organisations internationales qui géreraient l'économie mondiale autrement qu'elles ne le font actuellement, et qui auraient pour tâche d'imposer la redistribution d'une part substantielle des gains de la mondialisation au profit de ceux qui en sont le plus les victimes. Philippe Engelhard propose de son côté la création d'une monnaie mondiale. Le fondement de la circulation financière planétaire étant le flottement des monnaies, le retour à un étalon de valeur international stable empêcherait évidemment une spéculation qui se nourrit principalement des écarts de change.

Toutefois, si l'on admet que « le phénomène de mondialisation fait figure de revanche de l'économique sur le social et le politique »[35], il est également évident que la riposte à la mondialisation ne peut pas être seulement économique. La question se pose alors de savoir comment combler le

décalage que l'on constate aujourd’hui entre le prodigieux essor de l'économie mondiale et le fait qu'on ne dispose d'aucune forme d'organisation politique et sociale capable de juguler ce phénomène.

Si l'on pose en principe que le politique doit contrôler et réguler l'économique, on pourrait en déduire, à partir du moment où l'on se trouve en présence d'une économie planétaire, que c'est également au niveau mondial qu'il faut intervenir politiquement. En d'autres termes : dès lors que l'économie s'est mondialisée, le politique ne doit-il pas en faire autant ? Mais on sait bien qu'un Etat mondial est une chimère, et que son instauration, aux modalités pour le moins nébuleuses, soulèverait plus de problèmes encore qu'elle ne permettrait d'en résoudre[36]. A l'inverse, vouloir opposer l'Etat-nation à la mondialisation constituerait une nouvelle erreur. D'abord parce que la mondialisation ne fait jamais qu'étendre à la planète entière un processus d'homogénéisation que les bureaucraties étatiques ont déjà largement réalisé dans le passé au niveau national. (Elle fait en grand ce que l'Etat-nation a déjà fait en petit). Ensuite et surtout parce que l'Etat-nation constitue aujourd'hui le niveau d'intervention et de décision qui se trouve le plus paralysé par la mondialisation. Soumis à des contraintes extérieures qui excèdent radicalement ses capacités (déploiement mondial des puissances économiques, diffusion par satellites des programmes d'information, commercialisation planétaire des nouvelles technologies, gestion des problèmes écologiques, trafics transnationaux, etc.), l'Etat-nation n'est tout simplement plus capable d'affronter à lui seul les problèmes globaux. Faire croire que l'Etat national peut encore décider souverainement de l'ouverture ou de la fermeture de ses frontières aux flux financiers, faire croire qu'il est possible de reconstruire une société solidaire à l'abri de murailles qui isoleraient ses habitants du monde extérieur, n'est qu'une vision utopique ou un mensonge.

L'Europe politique et, plus largement, la régionalisation d'un certain nombre de grands ensembles continentaux pourraient en revanche constituer un recours contre la mondialisation. Sans être une garantie absolue (car il y a toujours le risque que, par le biais de l'investissement direct, les pays concernés soient concurrencés de l'intérieur par des firmes multinationales étrangères à la zone), l'intégration européenne pourrait permettre de répondre aux besoins de marchés suffisamment larges tout en constituant un pôle d'une dimension propre à faire face aux flux financiers mondiaux. L'espace économique européen est potentiellement le premier marché du monde en termes de population et de niveau global de pouvoir d'achat. Une autorité politique européenne, permettant de maîtriser et de coordonner les politiques monétaires et les politiques budgétaires, faciliterait l'abandon de politiques de croissances extraverties au profit d'une croissance autocentrée, sans abandon de la protection sociale. Parallèlement, la monnaie unique (l’euro) pourrait être utilisée à bon escient pour réduire les prérogatives du dollar, devenant par là un élément de puissance et de souveraineté retrouvées. C'est en effet seulement à cette échelle qu'on peut espérer retrouver les possibilités de contrôle que les Etats isolés ont de toute évidence perdues.

Mais encore faudrait-il que l'on s'achemine vers une Europe véritablement souveraine, où chaque étape de l'intégration des marchés nationaux s'accompagnerait d'une capacité supérieure d'affirmation et de décision, et non vers une Europe marchande constituée en simple espace de libre-échange ou vers une Europe bureaucratique et centralisatrice, fondée sur la dépossession des autonomies locales. Or, on sait qu'aujourd'hui, ce n'est guère le cas. Telles qu'elles existent, les institutions européennes peuvent aussi bien être un pôle de résistance à la mondialisation qu'en devenir le vecteur. Tout ce que l'on peut constater, c'est que pour l'instant les actes communautaires qui s'imposent aux Etats membres ne procèdent d'aucune véritable souveraineté européenne[37].

Enfin, il reste le niveau de la vie quotidienne. Il reste le niveau local, qui est bien le seul où les hommes politiques peuvent encore voir les effets de leur politique. Face à la mondialisation des échanges, face à l'universalisation des signes, face à cette lame de fond qui fait table rase de toutes les différences et de toutes les valeurs, il reste la singularité des formes. Il reste les langues, il reste les cultures, il reste un lien social à recréer patiemment dans l'existence de tous les jours.

Philippe Engelhard écrit à ce propos que « la réhabilitation du politique passe, à un moment ou à un autre, par une reconstruction du social et du culturel, et réciproquement. A condition de ne pas considérer la culture comme une donnée statique, mais comme une tension créatrice, porteuse de sens et un approfondissement de l'art de vivre ensemble »[38]. De son côté, Jean Baudrillard remarquait récemment que « toute culture digne de ce nom se perd dans l'universel. Toute culture qui s'universalise perd sa singularité et se meurt. Il en est ainsi de celles que nous avons détruites en les assimilant de force, mais il en est ainsi de la nôtre aussi dans sa prétention à l'universel ». Et il ajoutait : « Tout ce qui fait événement aujourd'hui se fait contre l'universel, contre cette universalité abstraite »[39].

A une puissance globale, il serait parfaitement vain de vouloir opposer une autre puissance globale. La stratégie de rupture consiste au contraire à opposer le local au global, le très petit au très grand. Dans la postmodernité, les rapports de force ont changé de nature. Il y a encore cinquante ans, l'objectif de chaque puissance consistait à tenter de se doter de moyens aussi importants — et si possible plus importants — que ceux de la puissance adverse (l'« équilibre de la terreur » de l'époque de la guerre froide). Aujourd'hui, les conflits se caractérisent plutôt par l'*asymétrie* des forces en présence, comme on a encore pu le voir, de manière spectaculaire, avec les attentats du 11 septembre. Le déclin des Etats-nations libère les énergie à la base. Il favorise les possibilités d'action locale et, du même coup, la réapparition de la dimension politique du social. L'application à tous les niveaux du principe de subsidiarité, qui consiste à ne laisser remonter vers le haut que ce pour quoi les niveaux inférieurs n'ont pas de compétences concrètes, serait l'un des meilleurs moyens de porter remède au contenu actuel de la globalisation.

A. B.

1. Cf. notamment Robert Reich, *L'économie mondialisée*, Dunod, 1993 ; François Chesnais, *La mondialisation du capital*, Syros, 1994 ; Jacques Adda, *La mondialisation de l'économie*, 2 vol. (1 : *Genèse* ; 2 : *Problèmes*), Découverte, 1996 ; Samir Amin, *Les défis de la mondialisation*, L'Harmattan, 1996 ; Anton Brender, *L'impératif de solidarité. La France face à la mondialisation*, Découverte, 1996 ; Jean-Yves Carfantan, *L'épreuve de la mondialisation. Pour une ambition européenne*, Seuil, 1996 ; François Chesnais (éd.), *La mondialisation financière. Genèse, coût et enjeux*, Syros, 1996 ; Elie Cohen, *La tentation hexagonale. La souveraineté à l'épreuve de la mondialisation*, Fayard, 1996 ; Philippe Engelhard, *L'homme mondial. Les sociétés humaines peuvent-elles survivre ?*, Arléa, 1996.

2. *Principes d'une critique de l'économie politique*.

3. Op. cit., p. 543.

4. « La suite des événements, disait Marcel Mauss en 1920, va dans le sens d'une multiplication croissante des emprunts, des échanges, des identifications jusque dans le détail de la vie morale et matérielle » (« La nation », in *Œuvres. 3 : Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, Minuit, 1969, p. 625).

5. Op. cit., vol. 1.

6. Cf. Bertrand Badie, *La fin des territoires*, Fayard, 1996.

7. Cf. Charles-Albert Michalet, *Le capitalisme mondial*, PUF, 1985.

8. « La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, écrit Samir Amin, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêt élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du Tiers-monde, les privatisations, constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédent de ces capitaux » (« Les vrais enjeux de la mondialisation », in *Politis-La Revue*, octobre-décembre 1996, p. 70).

9. Philippe Engelhard remarque à ce propos que ce sont « les peuples dont le système culturel a été le moins brutalisé par la modernité occidentale ou qui, du moins, s'y sont ouverts avec prudence, [qui] semblent connaître les meilleures performances économiques. C'est le cas du Japon, mais aussi de certains peuples d'Asie du Sud-Est et de la Chine » (op. cit., p. 23).

10. Suzanne Berger, « Le rôle des Etats dans la globalisation », in *Sciences humaines*, septembre-octobre 1996, p. 55.

11. « Mondialisation et démocratie : un point de vue nord-américain », in *M*, mars-avril 1996, p. 16.

12. « Internet et tchador, même combat », in *La Vie*, 14 novembre 1996, p. 58. Cf. Benjamin R. Barber, *Djihad versus McWorld*, Desclée de Brouwer, 1996.

13. Marcel Mauss notait déjà : « L'internationalisme digne de ce nom est le contraire du cosmopolitisme. Il ne nie pas la nation. Il la situe. Inter-nation, c'est le contraire d'a-nation » (« La nation et l'internationalisme », texte de 1920, in *Œuvres*, vol. 3, op. cit., p. 630).

14. *La grande transformation*, Gallimard, 1983.

15. Bertrand Badie, « Mondialisation et société ouverte », in *Après-demain*, avril-mai 1996, p. 9.

16. Pierre-Noël Giraud, *L'inégalité du monde. Economie du monde contemporain*, Gallimard-Folio, 1996.

17. Ian Robinson, art. cit., p. 19.

18. « Seconde jeunesse pour les comptoirs coloniaux », in *Le Monde diplomatique*, avril 1996.

19. Op. cit., vol. 1, p. 94.

20. Ricardo Petrella, in *Le Monde diplomatique*, mai 1995. Sur la façon dont la mondialisation réduit les pouvoirs des Etats nationaux, cf. aussi Kenishi Ohmae, *The Borderless World*, Harper Collins, New York 1990 (trad. fr. : *De l'Etat-nation aux Etats-régions*, Dunod, 1996) ; Vincent Cable, « The Diminished Nation-State », in *Daedalus*, printemps 1995 ; Kenishi Ohmae (ed.), *The Evolving Global Economy. Making Sense of the New World Order*, Harvard University Press, Cambridge 1995.

21. « Mondialisation et société ouverte », art. cit., p. 9.

22. *L'Etat universel*, Gallimard, 1962. Jünger évoquait une évolution qui « donne à penser que la différence de l'étoile rouge et de l'étoile blanche n'est que le papillotement dont s'accompagne le lever d'un astre à l'horizon. Qu'il monte dans le ciel, et l'unité se dévoile » (p. 35).

23. Cf. Gustave Massiah, « Quelles réponses à la mondialisation ? », in *Après-demain*, avril-mai 1996, p. 6.

24. Op. cit., p. 34.

25. Op. cit., pp. 199, 250 et 256. Engelhard ajoute : « Mais comme les différences sont inéluctables, celles des richesses, des talents ou de n'importe quoi, il faudra que les individus deviennent absolument indifférents [...] Cette indifférence, qui peut paraître à quelques égards insupportable, est latente dans le paradigme néoclassique qui postule la séparabilité absolue des fonctions de préférence des agents. En d'autres termes, mes choix doivent être parfaitement indépendants de ceux du voisin, et non comparables [...] Cette indifférence, qui culmine dans la séparabilité absolue des fonctions de préférence des agents, est étroitement solidaire de la négation du fait culturel. En effet, toute appartenance culturelle ou communautaire serait de nature à établir une connivence entre les préférences des individus du groupe. Le principe de séparabilité serait remis en cause » (ibid., pp. 251 et 256).

26. Cf. à ce sujet Philippe Lançon, « L'économie, comme théologie de la contrition », in *Libération*, 3 juin 1996, p. 5.

27. « Qu'est-ce que la mondialisation ? », in *Libération*, 1er juillet 1996, p. 6. Cf. aussi Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*, Fayard, 1996 ; « Pour une pédagogie de la mondialisation », in *Après-demain*, avril-mai 1996.

28. Ibid.

29. « Pour une pédagogie de la mondialisation », art. cit., p. 4.

30. *Dijhad versus McWorld*, op. cit.

31. Ce sont ces réactions convulsives qui ont donné naissance à la thèse de Samuel

Huntington, selon laquelle le monde se dirigerait vers une guerre des cultures ou des civilisations (« The Clash of Civilizations? », in *Foreign Affairs*, été 1993 ; *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, Simon & Schuster, New York 1996, trad. fr. : *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997). Thèse qu'il faut prendre avec précaution, tant en raison du découpage qu'elle propose (l'Europe s'y trouve coupée en deux entre une partie rattachée à l'ensemble « atlantique » et une partie orientale, l'« islam » est abusivement considéré comme un ensemble unitaire homogène) que parce que l'auteur n'indique pas comment les cultures pourraient véritablement se transformer en acteurs des relations internationales. Panajotis Kondylis note de son côté que c'est moins la culture qui détermine la spécificité des conflits que « la spécificité des conflits qui conditionne le rôle du facteur culturel et la perception culturelle qu'en ont les acteurs eux-mêmes » (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, cité in *Courrier international*, 10 octobre 1996, p. 42).

32. *L'Europe et l'humanité*, Mardaga, Liège-Siprimont 1996, p. 47.

33. Ibid., p. 49.

34. Ibid., p. 65.

35. Jacques Adda, op. cit., vol. 1, p. 62.

36. Cf. Danilo Zolo, *Cosmopolis. La prospettiva del governo mondiale*, Feltrinelli, Milano 1995.

37. Cf. Arlette Heymann-Doat, « Les institutions européennes : pôle de résistance ou facteur d'accélération ? », in *Après-demain*, avril-mai 1996, pp. 44-45.

38. Op. cit., p. 365.

39. « Le mondial et l'universel », in *Libération*, 18 mars 1996, p. 7.